

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Convention Agricole et Rurale appelle à une Agence européenne de surveillance alimentaire

BRUXELLES, 27 janvier 2011 – La **Convention Agricole et Rurale (ARC)** a présenté hier sa vision au Parlement Européen lors de l'audience publique sur l'avenir de la PAC de la Commission Agriculture et Développement rural.

S'exprimant au nom de l'alliance, le professeur Michael Dower a proposé une solution créative au problème crucial d'assurer aux agriculteurs un prix rémunérateur pour leur production. *« Sans une telle solution, a-t-il déclaré, les contribuables européens seront en permanence forcer de payer un revenu de soutien aux agriculteurs. »*

La solution proposée est de modifier les règles européennes de concurrence de manière à permettre aux agriculteurs de mettre sur pied des groupes de négociation qui peuvent négocier des prix équitables au sein de la chaîne alimentaire et la création d'une **Agence européenne de surveillance alimentaire**. La tâche de cette Agence serait de surveiller le mouvement de l'offre et la demande alimentaire, des prix et des coûts de production. Sur la base de ces coûts de production, elle établirait des « tranches de prix » pour des produits clés. Quand les prix fluctueraient de manière significative au dessus ou en dessous de cette tranche de prix, l'Agence émettrait une demande d'augmentation ou de réduction obligatoire de l'offre. Cette demande serait appliquée par les groupes et les associations d'agriculteurs. Lorsque les prix sont en baisse, l'Agence serait en mesure d'acheter le surplus des produits au prix le plus bas de la tranche grâce aux fonds recueillis par un prélèvement sur tous les producteurs du produit concerné.

Le professeur Dower a également renouvelé l'appel qu'a lancé ARC en juillet 2010 à un **changement radical de paradigme** dans les systèmes agricole et alimentaire. Il a répété : *« L'Union européenne ne peut plus se reposer sur un modèle basé sur une agriculture industrielle intensive et une industrie alimentaire centralisée. Nous devons évoluer vers un modèle basé sur une agriculture durable partout. Ce modèle peut s'appuyer sur la diversité de modes de production et de transformation des aliments au niveau régional et local. Nous devons renforcer les relations entre les agriculteurs et les consommateurs et mettre l'accent sur la santé publique et l'environnement. »*

S'arrêtant sur le **scandale de la dioxine** en Allemagne, Monsieur Dower a souligné : *« il s'agit du dernier exemple tragique d'une série de grosses erreurs auxquelles le système de traitement industriel de l'alimentation est sujet et de l'impact de ces erreurs sur la santé publique et les budgets publics. Nous devons évoluer vers des pratiques plus sécurisées et durables. Les citoyens européens ne devraient pas avoir à payer pour une agriculture industrielle fortement subsidiée et ensuite payer encore pour réparer les dégâts. »*

Notes aux rédactions

ARC, la Convention Agricole et Rurale 2020, a été créée début 2010 comme une plate forme invitant les citoyens concernées et leurs organisations, à promouvoir une réforme soutenable des politiques agricole et de développement rural de l'Union européenne. Un nombre croissant d'organisations de la société civile aux niveaux européen, national, régional et local sont actives dans cette plate forme. Elles représentent une variété d'intérêts, incluant les droits de l'homme, les agriculteurs, les consommateurs, les communautés rurales, la protection de l'environnement, le patrimoine culturel, le bien-être des animaux, les minorités, la santé publique, l'alimentation biologique et beaucoup d'autres

Pour plus d'information sur ARC, visitez <http://www.arc2020.eu/front/press/> or contactez Zoé de York: zoe@arc2020.eu ou +32 2 549 55 37, GSM : +32 473 22 44 84

La Communication de l'ARC qui énonce toute la gamme des politiques préconisées par l'alliance, est disponible sur <http://www.arc2020.eu/>.